

# BUDGET : LES POSSEDANT.ES PEUVENT DORMIR TRANQUILLES



**L**e débat sur le budget 2026 va commencer, à la fois sur le budget de l'État et sur celui de la Sécurité sociale. Côté budget de l'État, pas de surprise, Lecornu reprend les grandes lignes du projet de budget Bayrou, avec l'obsession de la réduction du déficit public, sans toucher, ou presque, à la fiscalité du capital.

## BAISSE DE LA FISCALITÉ SUR LE CAPITAL

Le déficit public, bien réel, est le fruit de décennies de cadeaux fiscaux aux plus riches et de subventions aux entreprises.

Crédit d'impôt-compétitivité, baisse du taux de l'impôt sur les sociétés, suppression de l'impôt de solidarité sur la fortune, la liste des mesures fiscales favorables au patronat s'allonge.

Le projet de budget 2026 comprend de nouvelles mesures de baisse de la fiscalité sur les entreprises, avec par exemple la baisse de la CVAE (Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises) pour un coût supplémentaire de 1,1 milliard.

Il contribue ainsi à creuser le déficit public qu'il prétend combattre.

## PAS D'AUSTÉRITÉ POUR LES DÉPENSES MILITAIRES

Le budget des armées est encadré par une Loi de programmation militaire qui fixe les dépenses sur sept ans. De 2019 à 2025, elle fixait un objectif de 295 milliards d'euros, avant de programmer 413 milliards pour 2024-2030.

Cela ne suffit pas à Lecornu : pour 2026, le gouvernement annonce une enveloppe supplémentaire de 6,7 milliards d'euros !

Au-delà de la communication de haute volée de Macron (« Pour être libre dans ce monde, il faut être craint. Pour être craint, il faut être puissant »), cette hausse des dépenses militaires permet de subventionner, avec de l'argent public, les profits des industriels de l'armement, Dassault, Thalès et Safran, et la belle vie de leurs actionnaires.

## UNE SUSPENSION QUI CACHE DE NOUVELLES ATTAQUES

Concernant le budget de la Sécu, le décalage de la contre-réforme des retraites, qui a décidé le PS à ne pas censurer Lecornu, est un attrape-nigaud.

La même politique continue. Pour preuve, on ne touche pas aux exonérations de cotisations sociales patronales, qui représentent plus de 80 milliards d'euros, alors que le déficit de la Sécu est de 21,5 milliards.

Ce sont les assuré.es sociaux qui vont payer la note. Lecornu annonce une « année blanche », en clair le gel des pensions de retraites, des allocations familiales et d'autres prestations sociales (RSA, APL). Les franchises et participations forfaitaires à la charge des assuré.es vont doubler. La prise en charge à 100 % par la Sécurité sociale des maladies chroniques (ALD) subit de nouvelles restrictions. Les arrêts de travail sont limités à 15 jours pour la médecine de ville et 30 jours pour l'hôpital.

L'Objectif national de dépenses d'assurance maladie (Ondam) ne permet qu'une très faible augmentation du budget des hôpitaux, insuffisante pour répondre aux besoins de santé. La destruction de l'hôpital va donc se poursuivre

## NE PAS RESTER LES BRAS CROISÉS

Face à ces attaques, notre camp social doit réagir. Les débats sont pour le moment cantonnés aux commissions parlementaires, mais ce n'est pas là que la bataille va se gagner. C'est dans la rue et par la grève, en reprenant le fil des mobilisations entamées le 10 septembre à l'appel du mouvement « Bloquons tous », puis le 18 septembre et le 2 octobre à l'initiative de l'intersyndicale, que nous pourrons stopper Lecornu et sa politique. Partout, dans nos entreprises, dans nos quartiers, il faut préparer la suite !



[contact@npa2009.org](mailto:contact@npa2009.org)

Montreuil, le 21 octobre 2025  
**l'Anticapitaliste**  
lanticapitaliste.org hebdo mensuel émission